



## **Projet de réouverture de la Clinique Vauban : Le Maire négocie d'une main avec EMEIS (ex ORPEA) et réprime d'une autre les syndicalistes.**

**Pour une véritable offre de soins de proximité,  
la mobilisation doit s'amplifier !**

La fermeture de la clinique Vauban de Livry-Gargan, a aggravé une situation déjà critique en matière d'offre de soins en Seine-Saint-Denis. Plus de 92% du territoire est classé en désert médical avancé par les autorités sanitaires. Notre système de soin saturé, sous financé, et sous doté, est au bord de l'effondrement et seul le département de Mayotte, à qui nous renouvelons notre soutien et notre solidarité aux population frappées par le cyclone, connaît une réalité plus dégradée.

L'ex propriétaire de la clinique Vauban est par ailleurs **mis en examen** pour « prise illégale d'intérêts » et « détournements de fonds publics ». Et chacun a en mémoire le scandale des Ephads ORPEA, ce qui devrait appeler les pouvoirs publics à rompre avec ces opérateurs privés. C'est bien le sens du projet alternatif porté notamment par la CGT, qui propose d'adosser la Clinique Vauban au groupement hospitalier de territoire (GHT) d'Aulnay-Sous-Bois, Montfermeil et Montreuil, afin de reconstituer l'offre de soins de proximité sur Livry-Gargan, plus particulièrement la maternité, la chirurgie et les consultations sans rendez-vous. La CGT a présenté ce projet à l'ARS lors d'une rencontre dans ses locaux, et le Maire de Livry-Gargan avait exprimé publiquement son soutien à cette perspective.

Les derniers développements du dossier marquent cependant une régression majeure, une véritable trahison des populations.

EMEIS (ex ORPEA), propriétaire des murs, entend profiter de l'argent public, avec donc le soutien de l'ARS, pour ouvrir un établissement de santé mentale. Alors que la psychiatrie est en crise majeur, on livre une nouvelle fois la part de la prise en charge la plus « rentable » au secteur privé, qui souhaite facturer des chambres particulières à 300€ /jour pour des patients dépressifs.

Une table ronde était ainsi organisée le 13 janvier, avec EMEIS et l'ARS, dans les locaux de la Mairie, et malgré notre insistance, le Maire de Livry-Gargan a refusé d'y associer les représentants des salariés. La seule réponse à cette insistance aura été la brutalité de la Police Municipale, envoyée pour réprimer des syndicalistes, dont le secrétaire général de la CGT 93 placé quelques heures en garde-à-vue après une scandaleuse et violente interpellation. De l'opacité et de la brutalité car le Maire renonce à la bataille pour reconstruire une offre de soin sur son territoire, tout en étant prêt à favoriser l'installation d'un opérateur dont les méthodes de maltraitance des personnes âgées dépendantes au sein de ses EHPAD ont été révélées dans le livre « Les fossoyeurs ». Une maltraitance systématisée par les dirigeants du groupe pour optimiser les coûts et générer le maximum de profits, au détriment de la qualité de prise en charge des résidents.

Le gouvernement, l'ARS et la municipalité de Livry-Gargan sont désormais main dans la main pour enrichir le privé EMEIS, sans agir sur les difficultés d'accès aux soins qui s'amplifient sur notre territoire.

La CGT va continuer à contribuer au large rassemblement qui se tisse sur la ville pour amplifier la mobilisation. Pas d'agents mutés de Ballanger dans le cadre d'un partenariat public/privé, qui privatise les profits et socialise les couts, pour ne répondre qu'aux besoins des actionnaires.

**Une structure publique avec une offre de soins qui répond aux besoins, c'est vital, et possible !  
La mobilisation va s'amplifier !**

COMMUNIQUÉ